

## FICHE D'EVALUATION ANNUELLE (DÈS OP-2014)

### FICHE EVALUATION DU PROJET - N° : 12007

Ce rapport justifie les subsides reçus de l'opération 11.11.11 / année : 2015

**Nom officiel du projet :** Synergies Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur la justice sociale et le respect de la nature

**Nom de l'organisation membre :** Comité pour l'Abolition de la Dette illégTiMe (CADTM)

**Nom(s) des partenaire(s) :** Réseau CADTM Afrique, Réseau CADTM AYNA et CADTM Asie

**Région :** Afrique, Amérique latine, Asie.

**Pays :** Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, République démocratique du Congo, Congo-Brazzaville, Maroc, Tunisie, Gabon, Argentine, Brésil, Colombie, Haïti, Uruguay, Venezuela, Inde, Pakistan, Japon.

Endroit spécifique par rapport à une localité connue par exemple la capitale : NON

#### **Thématique(s) abordée(s) réellement :**

L'annulation de la dette publique du Tiers Monde et la garantie universelle des droits fondamentaux

*Et plus spécifiquement :*

Les institutions financières internationales, les plans d'ajustement structurels, le droit au développement, l'égalité et la justice sociale, le respect de la nature, la souveraineté des peuples, la solidarité internationale, le microcrédit, les accords de partenariat économique, le pillage des ressources naturelles, l'égalité hommes/femmes, les luttes pour l'émancipation des femmes, la justice fiscale, la justice climatique et le respect de l'environnement, les fonds vauours, les politiques économiques néolibérales appliquées au nom de la dette, ...

#### **Dates de début et de fin du projet :**

De janvier 2013 à décembre 2015

#### **Contexte**

Suite à l'insurrection populaire ayant abouti à la destitution de Blaise Compaoré, le CADTM Afrique avec comme partenaire local ATTAC Burkina Faso projetait de tenir à Ouagadougou en octobre 2015, en marge de la semaine d'action mondiale contre la dette et les institutions financières internationales, un séminaire continental africain sur l'audit de la dette. A un mois de la tenue d'élections dans ce pays, le coup d'Etat contre les organes de la transition a fortement perturbé la préparation de cette activité qui a été finalement dû être annulée. La seconde Université du CADTM Afrique prévue au second semestre 2016 à Niamey/Niger reprendra à son compte les principaux objectifs de ce séminaire à savoir : doter le Réseau CADTM Afrique d'informations et d'outils de plaidoyer politique en vue de lutter contre les dettes publiques jugées odieuses, illégales et illégitimes et aider à la mise en place de campagnes populaires pour leur annulation.

## **Objectifs**

Les objectifs visés par le présent programme sont les suivants :

- Renforcer les capacités des partenaires (cf. les associations membres du CADTM Afrique et AYNA) en termes de recherche et de production d'analyses sur la question de la dette et du développement, en lien avec la thématique du genre ;
- Renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente ;
- Renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud ;
- Augmenter la sensibilisation et la formation des citoyen-ne-s du Sud et du Nord quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde, de la suspension de paiement et d'un audit des dettes publiques (avec une participation citoyenne) ;
- Augmenter la sensibilisation des médias aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette ;
- Renforcer l'interpellation des représentants-e-s politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (CEDEAO, FMI, Banque mondiale, ...) sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

## **Bénéficiaires directs**

Les organisations du Sud membres du réseau<sup>1</sup>, les organisations du Sud et du Nord travaillant sur la dette, les mouvements sociaux du Sud et du Nord, les citoyen-ne-s du Sud et du Nord, les parlementaires et mandataires politiques du Nord et du Sud, les représentant-e-s des institutions financières internationales et des autres banques de développement, les médias au Sud comme au Nord.

Au vu du profil de nos bénéficiaires, il est très difficile de donner une estimation quantitative précise. En effet, l'objectif stratégique de ce programme est de sensibiliser, de former, de mobiliser et d'interpeller le plus grand nombre de citoyen-ne-s, d'associations, de réseaux, de mouvements sociaux, etc. sur notre thématique. Dès lors, la comptabilisation exacte du nombre de personnes touchées par son action est difficile à établir à l'inverse par exemple, de programmes de promotion de la santé où, en fonction du personnel et du matériel médical disponible, on sait plus ou moins combien de personnes bénéficieront du projet.

## **Partenariat(s)**

ATTAC Gabon est devenue officiellement membre du **CADTM Afrique** lors de son Assemblée générale de mars 2015. Cette nouvelle adhésion renforce le réseau en Afrique centrale.

<sup>1</sup> Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable (CADD)/Bénin, ATTAC Burkina Faso, Forum National sur la Dette et la Pauvreté (FNDP)/ Cote d'Ivoire, Centre d'Etudes et de Recherche pour l'Intégration Régionale et le Développement de l'Afrique (CERIDA)/Guinée Conakry, Coalition des Alternatives Dette et Développement (CAD-Mali), Réseau pour la promotion de la citoyenneté/Mauritanie, Réseau National Dette et Développement (RNDD)/Niger, CADTM/APROFES Sénégal, ATTAC Togo, NAD (Nouvelles Alternatives pour le Développement)/RDC, CADTM Lubumbashi/RDC, Union des Femmes pour la Dignité Humaine " UFDH"/RDC, CADTM Brazzaville, APASH-Solidaires Pointe Noire/Congo Brazzaville, ATTAC Gabon, La Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette au Cameroun (PFIAD)/ Cameroun, ATTAC CADTM Maroc, RAID ATTAC CADTM Tunisie, ATTAC Argentine, Auditoria cidadá da dívida/ Brésil, Union nacional de empleados bancarios - UNEB/Colombie, Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)/Haïti, CADTM Venezuela, Plataforma Descam/Uruguay, Vikas Adhyayan Kendra (VAK )/Inde, CADTM Pakistan, ATTAC Japon.

Lors de sa participation au FSM de Tunis, le CADTM Afrique a initié et/ou entretenu de nombreux partenariats notamment via la co-organisation d'ateliers et d'événements (voir : <http://www.cadtm.org/Programme-du-CADTM-au-FSM-de-Tunis>). Nous citons uniquement, dans le cadre de ce rapport, ceux qui ont perduré et/ou se sont développés après cette rencontre à savoir les collaborations avec : ATTAC France notamment sur les APE (Accords de Partenariats Economiques) ; la Marche mondiale des femmes (MMF) ; la Via Campesina et Egyptian Center for Economic and Social Rights qui prévoit d'adhérer très prochainement au réseau CADTM Afrique.

La collaboration entre le CADTM Afrique et les membres du CI (Conseil International) du FSA (Forum Social Africain) s'est maintenue en 2015. Deux personnes désignées par le Réseau Afrique devaient participer à la réunion du CI du FSA des 14 et 15 septembre. Malheureusement toutes deux ont été empêchées en dernière minute. Cependant les échanges avec les membres du FSA se poursuivent.

Notons également que le partenariat initié avec Survie en 2014 se poursuit. Cette association française a mis en contact le réseau CADTM Afrique avec la plateforme française Dette et Développement. Ces deux structures ont échangé documents et analyses sur la problématique de la fuite des capitaux en Afrique. Si Dette et Développement n'a pu répondre positivement à la demande de soutien financier qui lui fut adressée par le Réseau Afrique pour la tenue de sa seconde Université à Niamey en 2016, cette dernière s'est dite intéressée de recevoir les conclusions des travaux de cette activité et de poursuivre les contacts avec le réseau.

Enfin, dans l'optique de constamment renforcer le réseautage et le partenariat avec d'autres mouvements sociaux, les membres du Groupe de Coordination du CADTM Afrique ont rencontré après leur réunion du 30 juin au 2 juillet 2015 le président du Forum Civique au Mali<sup>2</sup>. Des perspectives de partenariat entre le **CADTM Afrique** et cette organisation malienne en vue de renforcer les luttes et les synergies d'action pour une justice sociale et économique en Afrique ont émergées suite à cette rencontre.

**ATTAC CADTM Maroc** en tant que Secrétariat International Partagé (SIP) du CADTM a développé et renforcé ses partenariats avec différents réseaux régionaux et internationaux.

Le partenariat initié en 2014 entre ATTAC CADTM Maroc et la Via Campesina lors de la rencontre « *Pour la terre et la souveraineté de nos peuples ! Dans la solidarité et dans la lutte !* » des 13 -15 mars 2014 à Agadir/Maroc s'est développé en 2015 notamment via la co-organisation d'ateliers durant le FSM et la participation d'ATTAC CADTM Maroc aux activités et réunions de ce mouvement paysan international à Tunis ainsi qu'à la COP 21 à Paris.

En 2015, ATTAC CADTM Maroc a poursuivi le développement des synergies avec la Marche mondiale des femmes. L'association a activement participé à la 4ème action internationale de la MMF en s'impliquant dans la préparation d'une mobilisation marocaine pour les deux dates du 8 mars et du 17 octobre, le tout une perspective de contribuer à la relance de la visibilité de la Marche mondiale des femmes dans ce pays. ATTAC CADTM Maroc a également traduit en arabe et diffusé un communiqué de la Marche.

La collaboration active d'ATTAC CADTM Maroc à la dynamique du FSM s'est maintenue via la présence et l'implication de ses membres au FSM mais également à la rencontre de son Conseil international après le FSM de mars 2015<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Le Forum Civique est une association malienne qui cherche à promouvoir l'esprit civique et patriotique et à assoir une véritable culture démocratique basée sur le droit à la différence, à l'expression plurielle véritable, à l'esprit de justice et à la tolérance.

<sup>3</sup> Mimoun Rahmani (ATTAC CADTM Maroc) a participé à cette réunion du CI du FSM.

**Au niveau des organisations membres du CADTM Afrique voici quelques exemples de partenariats nouveaux ou renforcés en 2014 :**

La **Coalition des Alternatives Africaines Dette et développement** (CAD-Mali), en partenariat avec le Forum Civique, a mis en place l'Observatoire des mouvements sociaux au Mali. La Fondation Gabriel Péri (France) a soutenu financièrement ce projet. L'Observatoire a pour objectif de capitaliser les expériences de luttes au Mali et de fournir aux acteurs sociaux des outils les renforçant dans leur action de plaider et de mobilisation populaire en vue d'imposer aux autorités nationales (et à leurs partenaires financiers) le contrôle démocratique des ressources du pays et une meilleure redistribution de la richesse nationale.

Le **Forum National sur la Dette et la Pauvreté** (FNDP) entretient en Côte d'Ivoire un partenariat de longue date avec la Marche mondiale des femmes. La section ivoirienne de la MMF est membre du FNDP. Le Forum National sur la Dette et la Pauvreté est engagé dans un partenariat avec AFRODAD et travaille à renforcer ses collaborations avec Social Watch (<http://www.socialwatch.org/fr>). Le FNDP est également membre de la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)<sup>4</sup> au sein de laquelle il travaille à soutenir le processus de suivi indépendant et citoyen du Contrat de désendettement et de Développement (C2D) signé entre la France et la Côte d'Ivoire.

La **Plateforme d'information et d'action sur la dette** (PFIAD) au Cameroun a en 2015 initié des collaborations avec les réseaux EURODAD et AFRODAD travaillant tous deux sur la dette. Ces relations de partenariat sont axées sur :

- des échanges d'informations et d'expériences entre la PFIAD et ces deux réseaux;
- le renforcement mutuel des capacités des trois organisations sus-mentionnées sur les mécanismes de la dette ;
- la mutualisation des pratiques entre ces différentes associations.

En 2015, le CADTM AYNA a poursuivi et renforcé sa collaboration étroite avec le réseau Jubileo Sur/Amériques et avec Dialogo 2000 (membre de Jubileo Sur) lors de l'organisation avec l' « Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs » (dont Jubileo Sur/ Amériques est membre) de la conférence internationale « *Dette, biens communs et domination - Résistances et alternatives pour construire le « Bien vivre »* » à Buenos Aires du 3-5 juin 2015.

Tout comme le CADTM Afrique, le CADTM AYNA a noué de nombreux partenariats lors de sa participation au FSM et via son implication dans la co-organisation d'ateliers, d'événements et d'Assemblées de convergences. Les ATTAC de différents pays (Espagne, France, Japon, Allemagne, Maroc, Tunisie, ...), TNI/ Campagne pour démanteler le pouvoir des multinationales, Ecologistas en ACCIÓN et GRAIN sont les principales organisations avec lesquelles le CADTM AYNA a maintenu ces contacts et collaborations après le FSM de Tunis 2015.

Le partenariat entre le CADTM AYNA et TNI (Transnational Institute) dans le cadre de la campagne « *Démanteler le pouvoir des multinationales* » s'est poursuivi en 2015 notamment via la participation de Maria Elena Saludas (secrétaire du CADTM AYNA) à la semaine de mobilisation contre l'impunité des multinationales organisé en juillet 2015 à Genève par une coalition rassemblant pas moins de 190 mouvements sociaux, réseaux et organisations du monde entier (voir : <https://www.tni.org/es/art%C3%ADculo/movimientos-sociales-ayudan-al-consejo-de-derechos-humanos-de-la-onu-a-crear-un-tratado>)

<sup>4</sup> la CSCI est une organisation faîtière de la société civile ivoirienne comptant plus de 132 structures nationales plurithématiques (<http://www.afrique-gouvernance.net/rubrique4.html>).

Lors de sa participation à la "11ème Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et en Défense de la Vie" à Cochabamba en Bolivie du 10-13 octobre 2015, le CADTM AYNA a pu nouer de nouvelles relations avec de nombreuses organisations et mouvements participants. Aisni les liens ont été renforcés avec CTAA, GRAIN, ATTAC France/Maroc/Tunisie/Espagne, le Mouvement écosocialiste et ecologistas en accion.

Enfin en juin 2015, dans le cadre de la venue de Maria Elena Saludas à une réunion sur la dette « Periphery debts » organisée en juin par la GUE au Parlement européen, le CADTM AYNA a pu nouer des contacts avec différents mandataires politiques de l'Union européenne<sup>5</sup> et la Via Campesina.

### **Quelques exemples de partenariats nouveaux ou renforcés en 2014 par les associations membres du CADTM AYNA**

En 2015, **ATTAC CADTM Argentine** a renforcé son partenariat avec l'"Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs"<sup>6</sup> amorcé en 2014. Cette « Assemblée » regroupe un large front de mouvements sociaux, syndicaux, environnementaux et des peuples indigènes dont la finalité consiste à questionner l'illégitimité de la dette argentine<sup>7</sup>. Ainsi du 3-5 juin 2015 à Buenos Aires, ATTAC CADTM Argentine et l'Assemblée ont organisé une conférence internationale intitulée « Dette, biens communs et domination - Résistances et alternatives pour construire le « Bien vivre » (voir Infra). Pour ATTAC CADTM Argentine cette importante activité lui permet de consolider ses relations de travail avec les multiples organisations composant l'Assemblée mais également de nouer des contacts avec de nouveaux partenaires tels que MOI (Mouvement des Locataires et Squatters), de renforcer la collaboration avec certains individus de renommée tels qu' Adolfo Pérez Esquivel (prix Nobel de la Paix), Nora Cortiñas (Mère de la Plaza de Mayo) ou encore Alejandro Olmos Gaona et de travailler avec des médias alternatifs comme « Su Tribuna » (presse) et FM La Tribu (radio). Notons que ATE (Association des Fonctionnaires ), CTAA (Centrale des Travailleurs d'Argentine-Autonomie) et FJA (Federation Judiciaire Argentine) ont fourni un soutien direct et logistique pour la tenue de cette rencontre (cf. mise à disposition de locaux et de salles de travail, aide financière pour le logement, le transport local et la nourriture des participant-e-s au séminaire, ...).

Le partenariat entre ATTAC CADTM Argentine et la CTAA (Centrale des travailleurs de l'Argentine – Autonomie, syndicat argentin) fut consolidé en 2015 via la participation de membres d'ATTAC CADTM Argentine aux formations à distance organisés par la CTAA (voir : <http://islyma.org.ar/aulavirtual/>) . Sur cette plateforme éducative virtuelle, Maria Elena Saludas et Guillermo Berganza ont enseigné un cours portant sur « Dette, modèle de production et crise écologique ».

L'organisation **Auditoria Ciudadana de la deuda** continue à impulser la création de Comités locaux d'audits citoyens dans différents Etats du Brésil. En 2015, pas moins de 8 nouveaux Comités ont été créés, ce qui porte à 18 le nombre de collectifs citoyens de la dette dans ce pays. Chacun de ces Comités bénéficie du soutien et de la collaboration des multiples organisations qui les composent. Pour plus d'informations sur les partenaires de *Auditoria Ciudadana de la deuda* : <http://www.auditoriacidada.org.br/quem-somos/>

<sup>5</sup> Il s'agit essentiellement de parlementaires de la GUE et d'Izquierda Unida (parti politique espagnol).

<sup>6</sup> Pour plus d'informations sur l'"Assemblée pour la suspension de paiement et la recherche sur la dette pour la défense du patrimoine national et des biens communs" visitez son site : <https://asambleadeudaybienescomunes.wordpress.com/>

<sup>7</sup> Pour plus d'informations sur les organisations composant l'Assemblée et collaborant dès lors avec ATTAC CADTM Argentine, consultez : <https://asambleadeudaybienescomunes.wordpress.com/quienes-somos/>

La **plateforme DESCAM (membre uruguayen du réseau CADTM AYNA)** poursuit en 2015 son partenariat avec la Faculté de Droit de la République Orientale d'Uruguay dans le cadre du Doctorat sur « *La dette publique et les Institutions Financières Internationales (IFI)* » et entretient ses relations avec la Faculté de Droit de l'Université de Buenos Aires (UBA). DESCAM est engagée dans de nouvelles collaborations avec l'Université de l'Etat d'Alagoas au Brésil et avec la Faculté de Droit et de Sciences politiques de l'Université de Bogota en Colombie.

La **plateforme Citoyenne pour l'Audit de la Dette Publique Colombienne** compte en 2015 les mêmes membres que ceux qui ont présidé à sa création en 2014<sup>8</sup>.

Le **CADTM Venezuela** dans son processus de création d'une plateforme pour l'Audit Citoyen de la dette a noué de nouveaux partenariats avec entre autres : INISUR (Institut de Recherche pour l'Intégration du Sud), des mouvements sociaux et communaux tels que Cotrain, Marea Socialista, le CIM (Centre International Miranda), CELARG (Centre d'Etudes Latino-américaines-Estudio Rómulo Gallegos), FSMtV (Forum Social Mondial thématique Venezuela) et la Fondation Rosa Luxembourg.

Dans le cadre de la campagne latino-américaine et caribéenne pour un « *Haïti libre et souverain, pour le retrait immédiat des troupes d'occupation et la fin de la MINUSTAH* » la **PAPDA (Plateforme haïtienne pour le développement alternatif)** a poursuivi et renforcé ses collaborations avec ses anciens partenaires - tels que : Jubileo Sur/Américas, le Mouvement des Sans Terre (MST), A School of the Americas Watch SOAW, Plataforma Interamericana de Derechos Humanos (Plateforme interaméricaine des droits humains), PIDHDD (Plateforme interaméricaine des droits de l'homme, démocratie et développement), la Confederación latino-americana de Organizaciones del Campo (la Confédération latino-américaine des organisations paysannes), CLOC-Via Campesina, Economía Política Latinoamericana SEPLA, les mouvements sociaux de l'ALBA, le service Paix et Justice en Amérique latine, l'Observatoire latino-américain de géopolitique - et entretenu ses liens avec des organisations avec lesquelles elle travaille de façon plus récente (on peut citer : le Centre de recherche et d'action pour le développement (CRAD), le mouvement de femmes SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes), la coopérative RAKPABA qui regroupe des producteurs de riz, le mouvement paysan Papay -MPP, ...). En 2015, la PAPDA a également participé à la Rencontre Hémisphérique 10 ans après l'échec de l'ALCA, rencontre des mouvements sociaux et organisations latinos (voir : <http://www.alainet.org/es/articulo/173748>) et co-organisé avec des partenaires du CADTM AYNA le Colloque international pour la désoccupation d'Haïti « *Occupation, Désoccupation, Solidarité* » des 17-18 juillet 2015 (voir infra).

### Progrès enregistrés

Concernant les revendications politiques sous-jacentes ou soutenues par le projet.

Le 26 décembre 2015, la **CAD-Mali** a réalisé une session d'interpellation politique de parlementaires sur la problématique de l'accaparement des terres dans le pays. L'objectif de cette rencontre consistait à :

- amener les députés de l'Assemblée nationale à s'engager d'avantage dans la résolution des problématiques foncières au Mali ;
- permettre aux victimes d'accaparement des terres et de conflits fonciers d'interpeller directement les élus nationaux au travers de témoignages ;

<sup>8</sup> l'UNEB (Union nationale des employés de banque), la FENASIBANCOL (Fédération nationale des syndicats bancaires colombiens), le Groupe d'étude sur l'économie digne (GEED) de l'Université nationale, le Groupe interdisciplinaire pour le Développement de la pensée et de l'action de dialogue (GIDPAD) de l'Université San Buenaventura, l'Eglise évangélique luthérienne de Colombie (IELCO), le Conseil latino-américain des Églises (CLAI), CENSAT Agua Viva, le Groupe de la Octava Papeleta "Voz y voto Por los Derechos".

- renforcer la synergie d'action entre la Convergence Malienne contre les Accaparements des Terres au Mali (CMAT) et l'Assemblée nationale autour de la problématique foncière au Mali.

Au total, 78 personnes - regroupant des députés, de représentants des services techniques de l'Etat malien, des membres de la CMAT, des organisations de la société civile et des organisations communautaires à la base ainsi que la presse - ont pris part à cette rencontre.

Selon le porte-parole des élus et des assistants parlementaires « *cette rencontre nous a permis de comprendre la souffrance des populations victimes d'accaparements des terres et de mieux cerner ce phénomène sévissant au Mali* ». En outre, ils se considèrent désormais comme étant mieux outillés pour défendre les citoyen-ne-s. Cette session d'interpellation politique a exhorté les parlementaires à interpellier le Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières du Mali sur la problématique des accaparements de terres dans le pays. ([www.cadmali.org/spip.php?rubrique3](http://www.cadmali.org/spip.php?rubrique3))

Du 24 au 26 novembre 2015, **Nouvelles Alternatives pour le Développement - Université de Kinshasa (NAD UNIKIN)** en collaboration avec la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique, le CENADEP (Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire), le CNCD-11.11.11., OSISA (ONG Open society initiative for Southern Africa) et le CNOGD (Conseil national des ONG de développement) a réalisé une interpellation politique de ministres congolais et de représentants de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur la problématique d'accès des communautés à l'électricité dans le cadre du projet Inga III. Victor Nzuzi M'Bembe du **Groupe de Réflexion et d'Appui pour la Promotion Rurale (GRAPR)** a souligné le caractère illégitime que prendraient tous les prêts engloutis pour la réhabilitation des barrages hydroélectriques. En effet, ces mégaprojets énergétiques ne vont en rien aider au développement des populations locales : l'électricité produite par les barrages ne leur étant nullement destinée et leur aménagement engendrant déplacements forcés de populations et dégâts environnementaux considérables.

Cette interpellation fait suite à une mission de terrain effectuée conjointement par des organisations de la société civile congolaise dont NAD-UNIKIN. Son objectif consistait à identifier les principales revendications des communautés locales par rapport aux Projets Grand Inga et Inga 3. Voici la synthèse de quelques-unes d'entre elles :

- examiner minutieusement les accords de financement futurs pour que ceux-ci ne plongent pas à nouveau le pays dans le surendettement ;
- mettre en place une politique responsable et juste de relocalisation et d'indemnisation des populations vivant dans le site lors de la mise en œuvre d'Inga 3 ;
- affecter au moins 50% de l'électricité qui sera produite dans le cadre du Grand Inga aux besoins de la population congolaise.

Pour d'infos sur cette journée d'interpellation, consultez

[www.projetgrandinga.gouvernancepourtous.cd](http://www.projetgrandinga.gouvernancepourtous.cd)

En 2015, le travail de sensibilisation et de formation mené par **RAID ATTAC CADTM Tunisie** sur l'audit de la dette en destination des mandataires politiques a débouché sur une initiative très concrète portée conjointement par l'association et le Front populaire (coalition de partis politiques tunisiens) : le 17 décembre a donné le coup d'envoi à Tunis de la **campagne « Droit de savoir la vérité sur la dette de la dictature. Auditons la dette, donnons une chance à la Tunisie »**. Cette campagne vise à médiatiser le sujet de la dette et à créer un soutien populaire afin de réaliser un audit de la dette tunisienne. Pour son lancement, pas moins de dix-neuf portraits ont été installés sur 80 grandes affiches dans les rues et places de 14 villes tunisiennes. Elles représentent des tunisiennes et tunisiens sur leur lieu de travail : un épicier, un marchand ambulant, une enseignante, un maçon, une pharmacienne, un député, un étudiant, etc., accompagnées de citations comme « *la dette tue la santé publique* », « *pas de souveraineté populaire sans audit de la dette* », « *payer la dette odieuse c'est*



*blanchir de l'argent* », « *je veux vivre et travailler dans mon pays* ». Le choix de la date d'inauguration de la campagne est symbolique puisque cinq ans auparavant, le 17 décembre 2010, le peuple tunisien se soulevait contre le régime provoquant la fuite du dictateur Ben Ali le 14 janvier 2011. **Une formation animée par plusieurs membres du CADTM international à destination des députés tunisiens du Front populaire sur l'audit de la dette** ainsi qu'une conférence internationale sur ce sujet accompagnèrent le lancement public de cette campagne (voir : <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-International-soutient-la,12751>). Début 2016, une **proposition de loi** portant création d'une Commission d'audit avec la participation de la « société civile », s'inspirant des exemples équatorien et grec, sera déposée au Parlement tunisien.

Des **membres des CADTM AYNA et Afrique** ont participé le 27 mars 2015 au **Forum Parlementaire Mondial (FPM) de Tunis**. Cet événement ouvert à tous les parlementaires qui partagent la charte de Porto-Alegre et aux participant-e-s au FSM a démarré ses activités avec une session sur le thème « Contrer ensemble la dette; instrument de domination des peuples » En cette occasion, Maria Elena Saludas (ATTAC CADTM Argentine) a interpellé les mandataires politiques présent-e-s sur la nécessité d'un travail conjoint avec les mouvements sociaux pour annuler la dette et protéger les biens communs. « *Nous devons interpellier les instances officielles de nos pays sur cette question* ». Solange Koné (Forum National sur la Dette et la Pauvreté – FNDP/Côte d'Ivoire) a quant à elle appelé à « *l'annulation pure et simple de la dette des pays affectés par Ebola* ». Pour y arriver, elle exige le soutien des parlementaires des trois continents présents à ce Forum. (voir : <http://www.cadtm.org/Le-Forum-parlementaire-mondial>)

Dans le cadre du séminaire « *Dette, biens communs et domination – résistances et alternatives vers le Bien vivre* » de Buenos Aires, des **délégué-e-s du CADTM AYNA** et de l'Assemblée ont pu réaliser une session d'interpellation politique avec les 8 sénateurs et les 8 députés qui composent la Commission bicamérale d'audit de la dette créée en 2014. Ainsi le 4 juin, une réunion de 2h30 s'est tenue au Congrès de la Nation Argentine à l'issue de laquelle les représentant-e-s des mouvements sociaux recommandèrent vivement aux membres de la Commission de s'inspirer de l'exemple de l'audit de la dette opéré par l'Équateur en 2007-2008 ou de celui en cours en Grèce et de procéder à une suspension immédiate des paiements de la dette publique tant que l'audit n'a pas permis d'en identifier les parts illégitimes et illégales. Les parlementaires ont répondu qu'il n'était de leur ressort d'impulser de telles initiatives alors qu'il est bel et bien de leur compétence de réaliser des recommandations au gouvernement. Malheureusement, il y a tout à parier que cette rencontre aboutisse à un dialogue de sourd puis-qu'est actuellement au pouvoir en Argentine le même parti que celui qui fut responsable du processus d'endettement du pays. Ainsi la demande d'un audit de la dette reviendrait au pouvoir à s'auditer lui-même... Les représentant-e-s du CADTM AYNA et international ainsi que les délégué-e-s de l'Assemblée présent-e-s à cette rencontre ont néanmoins proposé à la Commission leur collaboration et leur expertise. Cette conférence fut également l'occasion pour le CADTM AYNA et l'Assemblée de tisser des liens avec la Commission d'audit en Grèce. Quatre des membres de cette dernière – dont la présidente du parlement grec, Zoé Konstantopoulou - sont intervenus via une vidéoconférence lors de la session de clôture de la Conférence internationale. Ils ont rappelé la nécessité de construire des ponts internationaux entre les luttes et les initiatives sur le front de la dette. Deux semaines plus tard, le député national argentin Claudio Lozano (membre de la Commission bicamérale et de l'Assemblée) s'est rendu à Athènes pour rencontrer la présidente du Parlement et assister à la présentation publique du rapport préliminaire de la Commission d'audit en Grèce. Ainsi se dessine les prémices d'une collaboration entre mandataires politiques grecs et argentins sur le thème de l'audit grâce entre autres au travail fourni par le réseau CADTM AYNA en partenariat avec l'Assemblée argentine.



## Concernant la dimension genre.

La Coordination internationale des luttes féministes du CADTM s'est réunie en marge du FSM à Tunis, le 24 mars 2015. Créée à l'Assemblée mondiale du CADTM de 2010, cette instance a pour principales finalités de:

- échanger sur les liens entre dette et genre ;
- mettre en place des activités et actions spécifiques sur cette thématique ;
- via des formations, des activités et des écrits collectifs, augmenter les compétences et dès lors le poids et la voix des femmes au sein du réseau international.

Entre leurs rencontres physiques, les membres de la Coordination travaillent via une liste mail spécifique (cf. [luttessfemint@cadtm.org](mailto:luttessfemint@cadtm.org)). La Coordination internationale des luttes féministes du CADTM évalue également à intervalles réguliers l'effectivité des pratiques d'égalité hommes-femmes au sein du réseau ainsi que l'intégration de la thématique genre dans les réflexions et actions du CADTM. Elle élabore régulièrement des propositions en vue de renforcer la dimension « genre » du réseau international et constitue ainsi un outil majeur d'amplification de l'engagement féministe du CADTM.

Voici les principales conclusions de ses travaux à Tunis en mars 2015 :

- poursuivre la lutte et le travail de sensibilisation contre les dérives des microcrédits déjà entamée au sein du réseau Afrique<sup>9</sup> avec la volonté d'étendre son action à l'Asie ;
- entreprendre un travail collectif en vue de réaliser des audits féministes de la dette : soutenir la réalisation par les membres du réseau d'analyses sur les impacts des politiques de la dette sur les conditions de vie et droits des femmes (avec un focus sur la santé et l'éducation) ;
- la CAD Mali va accueillir en 2017 le séminaire de formation des femmes du CADTM Afrique sur la dette, l'audit et les microcrédits. Cette activité sera l'occasion de soutenir les victimes des microcrédits au Mali et d'impulser une lutte coordonnée contre la microfinance entre organisations membres du CADTM Afrique ;
- constat du non respect de la parité homme-femme au sein de la délégation internationale du CADTM participant au FSM et au sein des coordinations régionales du réseau.

Suivant les recommandations de la Coordination internationale des luttes féministes, tant le Conseil international (CI) du CADTM que la Coordination du CADTM Afrique mirent à l'ordre du jour de leurs rencontres respectives le respect de la parité. Le CI proposa que l'Assemblée mondiale du réseau de 2016 mette à son agenda de travail l'adoption d'une motion à la charte de fonctionnement précisant de façon très concrète l'application de la parité au sein du réseau international. La coordination Afrique de son côté s'est engagée à proposer une composition respectant l'égalité entre les sexes à son AG prévue en 2016<sup>10</sup>. Si l'égalité homme-femme n'est pas toujours spontanément effective, le travail fourni par la Coordination internationale des luttes féministes et la volonté des membres du réseau de progresser sur le terrain de la justice de genre contribuent tous deux à renforcer l'engagement et les

---

<sup>9</sup> Organisation du séminaire de formation des femmes du CADTM Afrique sur la dette, l'audit et le microcrédit et d'une caravane internationale de solidarité avec la lutte des femmes contre les microcrédits à Ourzazate/Maroc en 2014 ; production d'articles et de brochures sur la thématique des microcrédits par des militantes du CADTM Afrique <http://www.cadtm.org/Femmes?lang=fr> ; démultiplication des actions de lutte contre le système des microcrédits au sein des pays membres du Réseau CADTM Afrique (cf : réalisation par ATTAC CADTM Maroc d'une étude de terrain sur les victimes de la microfinance ; la CAD-Mali a constitué un Comité de défense des victimes des microcrédits ; réalisation d'actions de sensibilisation face aux pièges de la microfinance par le CADD Bénin auprès des populations des zones rurales et des jeunes étudiantes de Cotonou ; lancement par la PIAFD/ Cameroun d'une étude sur l'impact des microcrédits sur les femmes ; le RNDD du Niger entame un état des lieux des institutions de microfinance afin d'identifier les pratiques ; ...)

<sup>10</sup> La coordination du réseau africain désignée à l'AG de mars 2015 était composée de quatre hommes et d'une seule femme.

pratiques féministes du réseau CADTM. Ainsi, au Conseil International du CADTM à Tunis en mars 2015, chaque réseau régional était représenté par un délégué masculin et une déléguée féminine ; participation égalitaire homme-femme au séminaire du CADTM AYNA de Buenos Aires et à l'Assemblée annuelle de ce réseau continental, ...

Notons par ailleurs, une plus grande intégration de la dimension féministe dans les analyses qui établissent de plus en plus, le lien entre les thématiques abordées et la prise en compte du genre mais également lors des activités et des formations internationales du réseau. Ainsi, au programme des ateliers co-organisés par le CADTM au FSM figuraient deux activités ayant comme point focal le genre<sup>11</sup>. De même, lors des formations internes au réseau organisées en amont du FSM, les exposés sur la situation politique, économique et sociale des différents réseaux continentaux du CADTM intégraient spécifiquement le genre et les luttes des femmes. Enfin, le réseau CADTM Afrique poursuit en 2015 son travail d'analyse et de recueil d'informations sur les microcrédits et leurs impacts sur les conditions de vie des femmes. La dénonciation des dérives de la microfinance ainsi que le soutien aux victimes des microcrédits constituent un axe de lutte transversal pour le réseau Afrique.

#### Concernant la dimension environnementale.

En 2015, la dimension environnementale imprègne à nouveau fortement les analyses et activités soutenues par ce programme. Lors de sa participation au FSM, plusieurs des ateliers co-organisés par les réseaux continentaux du CADTM se sont articulés autour de cette thématique<sup>12</sup>. Pas moins de 5 membres du CADTM Afrique ont activement participé à la onzième édition du Forum des Peuples à Siby/Mali (5-6 décembre 2015)<sup>13</sup>. Le réseau Afrique y a réalisé des interventions notamment sur le thème du pillage des ressources naturelles et de son impact sur l'environnement. Cet important événement des mouvements sociaux maliens et africains s'est érigée en contre-sommet de la COP 21 (Conférence des Nations unies sur les changements climatiques) qui se tenait simultanément à Paris. Des résolutions axées sur la justice climatique, l'arrêt du pillage des ressources naturelles et de la destruction de la Nature ainsi que sur le remboursement de la dette écologique ont clôturé le Forum des peuples (voir : <http://www.forumdespeuples.org/spip.php?article437>). Des représentant-e-s de plusieurs organisations membres des réseaux continentaux du CADTM ont rejoint les mobilisations citoyennes à Paris au moment de la COP 21 et participé à leurs débats, assemblées et manifestations<sup>14</sup>. A l'occasion de ces événements, les réseaux Sud du CADTM ont pu initier ou renforcer leurs liens avec des mouvements sociaux de défense de l'environnement.

Notons également qu' ATTAC CADTM Maroc s'est saisi de l'actualité de la COP 21 pour publier son rapport « *L'état de la justice climatique au Maroc* » (disponible sur le lien :

<sup>11</sup> L'atelier « *Dégage, microcrédit ! Les femmes unissent leurs luttes, résistances et alternatives* » co-organisé par CADTM, ATTAC, Genre en Action, Association Tunisienne des Femmes Démocrates ATFD, AFTURD, GUE, Marche Mondiale des Femmes ; l'atelier : « *La crise économique et son impact sur les droits socio-économiques des femmes* » co-organisé par : ATTAC CADTM Maroc, la Marche Mondiale des femmes, Arab NGO Network for Development, Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, Oxfam.

<sup>12</sup> Atelier : « *Dette, extractivisme et crise climatique* » co-organisé par : CADTM, Les Amis de la Terre, ATTAC, ELA, E-CHANGER/COMUNDO, GUE ; atelier : « *Justice Climatique en Afrique du Nord - qu'est-ce que cela signifie et comment se battre pour elle ?* » co-organisé par : ATTAC CADTM Maroc, Platform London, Rosa Luxemburg Stiftung.

<sup>13</sup> Emilie Atchaka (CADD Benin), Adama Soumaré (CADTM Sénégal), Aboubacar Issa (RNDD Niger), Achille Essé Daouda (FNDP Côte d'Ivoire) et Souleymane Sampebo (ATTAC Burkina Faso).

<sup>14</sup> Sushovan Dhar (VAK Inde), Tsutomu Teramoto (ATTAC Japon) et Nicolas Sersiron (CADTM France) ont traité de la question de la dette écologique ; Lucile Dumas (ATTAC CADTM Maroc) a évoqué l'impact de Veolia sur l'accès à l'eau et à l'électricité pour les populations ; Camille Chalmers (PAPDA Haïti) a animé en compagnie d'une quarantaine d'organisations l'Assemblée de convergence sur le commerce climatique.

[http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Attac\\_Rapport\\_Justice\\_climatique\\_FR.pdf](http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Attac_Rapport_Justice_climatique_FR.pdf))

Le lien entre dette, modèle productiviste et extractivisme a été en 2015 un axe transversal des activités, analyses et revendications portées par le CADTM AYNA. Les ateliers autogérés et les débats en plénière de la Conférence internationale à Buenos Aires ont mis en lumière l'articulation entre « système dette », biens communs et domination impérialiste. Les thématiques de la production agricole, des changements climatiques, du bien vivre, du saccage des biens communs, de la souveraineté alimentaire, ect. furent au centre des discussions qui alimentèrent cette importante activité du CADTM AYNA. D'autres initiatives portées par le réseau telles que la participation de la secrétaire du CADTM AYNA à la "11<sup>ème</sup> Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et en Défense de la Vie". Cochabamba/Bolivie ou encore les cours donnés par ATTAC CADTM Argentine sur « Dette, modèle de production et crise écologique » attestent l'engagement structurel du réseau AYNA pour la justice écologique.

La multiplicité des actions et analyses mises en place par les réseaux continentaux du CADTM pour lutter contre l'extractivisme et la destruction de la Nature témoignent de l'importance de la dimension environnementale dans leur programme d'activité et au sein des alternatives qu'ils portent.

La volonté d'inclure dans les pratiques du réseau la dimension environnementale se matérialise par l'organisation consécutive de plusieurs activités afin de minimiser l'impact écologique des déplacements des délégué-e-s y participant (cf. en marge du FSM de Tunis se sont tenus : une réunion de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM, l'AG du CADTM Afrique, le CI du CADTM, des rencontres des coordinations AYNA et CADTM Afrique et du SIP, des sessions de formations internes au réseau CADTM ; la seconde réunion de la Coordination du CADTM AYNA s'est réalisée en amont de son Séminaire continental à Buenos Aires en Argentine ....)

#### Concernant la durabilité.

- La **nature** même des partenaires Sud de ce programme qui sont depuis plusieurs années actives sur le terrain, avec une certaine expérience en matière d'éducation permanente et de plaidoyer politique et un ancrage social affirmé, témoigne du caractère viable et durable de leur action. Elle constitue une garantie pour la viabilité et la durabilité des réseaux continentaux du CADTM ;
- La poursuite du **renforcement des Coordinations régionales du CADTM** concourt à la durabilité et à la stabilisation de ces structures qui en planifiant et en organisant les différentes activités à mener assurent la viabilité des réseaux Sud du CADTM et représentent en partie un gage de leur pérennisation. En 2015, la coordination des réseaux CADTM Afrique et AYNA continua à être supportée par le travail d'un-e secrétaire rémunéré-e à temps partiel et par la tenue régulière de réunions des coordinations régionales. Une communication continue via une "mailing list" CADTM Afrique ([afrique@cadtm.org](mailto:afrique@cadtm.org)) et CADTM Ayna ([cadtmayna@cadtm.org](mailto:cadtmayna@cadtm.org)) consolide également les coordinations régionales qui en Amérique latine sont de surcroît soutenues par des réunions mensuelles sur Skype entre ses membres avec la participation de représentant-e-s du Secrétariat international partagé<sup>15</sup> ;
- En 2015, le soutien au fonctionnement du **Secrétariat International Partagé (SIP)** du CADTM qui renforce le poids du Sud dans le réseau tout en assurant une plus forte synergie Sud - Sud et la tenue de la **seconde réunion du Conseil International (CI) du CADTM** qui travaille à supporter et à renforcer la collaboration entre les réseaux continentaux ont tout deux participé à assurer la pérennisation des réseaux « Sud » ;

---

<sup>15</sup> Il s'agit le plus souvent d'Eric Toussaint et de Maud Bailly.

- Comme durant les années précédentes, les **synergies envisagées à l'intérieur du CADTM** lors d'activités communes permettent des échanges d'expériences Sud-Sud mais aussi de préparer et de coordonner les activités régionales et internationales. En 2015, le maintien de multiples espaces où ces échanges et réflexions collectives ont pu se tenir (cf. participation au FSM 2015, au Sommet des peuples au Mali, au contre-sommet de la COP 21, rencontre du CI du CADTM et réunions de travail entre membres du SIP, séminaire annuel du CADTM AYNA, réunions des coordinations continentales et de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM, formations des membres du réseau en marge du FSM et à l'Institut International pour la Recherche et la Formation d'Amsterdam (IIRF), AG du CADTM Afrique et du CADTM AYNA) a contribué à accentuer ces synergies participant à la durabilité du présent programme ;
- L'effort soutenu pour assurer un **renouvellement générationnel et une rotation des personnes assurant des responsabilités** au sein des réseaux « Sud » **accompagné d'une transmission effective des savoirs, pratiques et compétences** est un gage de viabilité et de pérennité du CADTM Afrique et AYNA. Les membres des réseaux continentaux essaient au maximum lors de leur participation à des activités du CADTM de se faire accompagner par un-e membre plus jeune ou se font remplacer. La participation des jeunes et des femmes à des formations, à la planification et à l'organisation d'activités ainsi que l'octroi de responsabilités de « porte-paroles » du réseau contribuent à cette dynamique ;
- Les capacités acquises via l'action militante et la participation à des formations internationales permettent aux représentant-e-s des organisations membres du CADTM de devenir des personnes-ressources au sein de leur organisation mais également de pouvoir fournir appui et conseil à des associations désireuses de travailler sur les thématiques du CADTM. Cet **élargissement de la base militante et active des organisations des réseaux Sud du CADTM et de leur rayonnement** constituent un gage de durabilité et de consolidation des acquis de ce programme ;
- Tout au long de 2015, **les réseaux continentaux ont renforcé leurs stratégies de diversification de leurs sources de financements** devant leur assurer une plus grande indépendance financière et ainsi renforcer leur pérennité. Lors de son AG de mars 2015, le CADTM Afrique a mis en place deux mécanismes pour développer l'autofinancement du réseau. Désormais chaque organisation membre verse une cotisation annuelle de 50 euros et toute association du CADTM Afrique accueillant une activité du réseau contribue à son financement. Parallèlement, le CADTM Afrique a relancé ses demandes de partenariats techniques et financiers adressées en 2014 à la fondation Rosa Luxemburg et à la fondation Konrad Adenauer. Si ces requêtes n'ont pas jusqu'à présent abouti à l'attribution effective de fonds, elles n'ont pas été rejetées par ces organismes. Dès lors, en 2015, le CADTM Afrique a poursuivi ses démarches auprès de ces deux fondations. En 2015, ATTAC CADTM a connu un développement de ses partenaires financiers : non seulement la fondation Rosa Luxemburg a continué à lui attribuer des fonds mais deux nouvelles structures ont participé au financement de ses activités : la Fondation pour une société plus humaine basée à Genève en Suisse et le syndicat nationaliste basque ELA.  
Du côté du CADTM AYNA, chaque organisation cherche des financements dans son propre pays pour mener à bien ses activités. Les activités du réseau sont financées en partie par les organisations du pays accueillant et par leurs partenaires nationaux. Les financements provenant du programme Partenaires CNCD-11.11.11. portent sur les frais de voyage (déplacements, visas, perdiems, ...) des délégué-e-s latinos. Ainsi en juin 2015, lors de l'Assemblée annelle du CADTM AYNA et de la Conférence internationale sur la dette qui se sont toutes deux tenues à Buenos Aires, les frais de séjour et d'organisation ont été pris en charge partiellement par ATTAC CADTM Argentine et par plusieurs de ses partenaires (cf. voir

Partenariats).

De façon synthétique : actions concrètes réalisées.

- **Soutien au fonctionnement du Secrétariat international partagé (SIP) du réseau CADTM** entre le CADTM Belgique et ATTAC CADTM Maroc et engagement de Fatima Zahra El Belghiti comme permanente d'ATTAC CADTM Maroc en vue de coordonner ses tâches et activités inhérentes à son rôle de SIP ;
- **Tenue de la seconde réunion du Conseil international du CADTM** les 29-30 mars 2015 à Tunis. Le CI a pour finalité première de permettre une meilleure coordination internationale entre les organisations membres du réseau CADTM ;
- **Organisation de l'Assemblée générale du CADTM Afrique** les 22-23 mars à Tunis ;
- **Réunion de la Coordination internationale des luttes féministes** le 24 mars 2015 à Tunis ;
- **Consolidation des Coordinations CADTM Afrique et CADTM Amérique latine (AYNA)** via la rémunération d'un-e Secrétaire régional mi-temps, la location d'un local de travail, la prise en charge des frais téléphoniques et d'internet pour le CADTM Afrique et l'organisation des réunions de travail des coordinations régionales. En Amérique latine, des réunions skype régulières entre les membres de la coordination du CADTM AYNNA se poursuivent. Elles permettent de renforcer son travail et son suivi. La Coordination du CADTM Afrique s'est rencontrée le 28 mars lors du FSM de Tunis et à Bamako/Mali du 30 juin au 2 juillet tandis que la réunion physique de la coordination du CADTM AYNNA s'est tenue le 5 et 6 Juin en amont du Séminaire continental du réseau en juin à Buenos Aires/Argentine ;
- **Soutenir l'avancement des audits de la dette dans les pays du réseau CADTM Afrique.** En Tunisie, en 2015, le travail de sensibilisation et de formation mené par RAID ATTAC CADTM Tunisie sur l'audit a connu une progression considérable (cf. lancement de la campagne « *Droit de savoir la vérité sur la dette de la dictature. Auditions la dette, donnons une chance à la Tunisie* » qui a rencontré un fort bon impact médiatique, organisation d'une formation en destination des mandataires politiques sur l'audit et ses enjeux, perspective de dépôt en 2016 par la coalition politique Front Populaire au Parlement tunisien d'une proposition de loi portant création d'une Commission d'audit (Voir Progrès enregistrés : revendications politiques)  
Au Mali, en 2015, les termes de références de l'audit ont été reformulés, le Collectif d'audit citoyen de la dette malienne<sup>16</sup> et le Comité d'audit<sup>17</sup> ont été mis sur pied.
- **Promotion et diffusion du « Manuel d'audit de la dette - Expériences et méthodes »** lors de chacune des activités en 2015 du CADTM AYNNA. Ce Manuel coordonné par Maria Lucia

<sup>16</sup> Le Collectif d'audit citoyen est composé des victimes (le monde paysan, les travailleurs compressés, les femmes, les chômeurs, les syndicats, les scolaires non orientés, les chercheurs, etc.) des politiques d'ajustement structurel, de représentants des organisations membres de la CAD-Mali et de mouvements sociaux partenaires. Son objectif majeur consiste à porter, à coordonner la campagne de mobilisation pour l'annulation des dettes illégitimes et odieuses du Mali identifiées par le Comité d'audit.

<sup>17</sup> Ce Comité regroupe une équipe de personnes ressources appartenant à la CAD-Mali mais aussi aux organisations partenaires ayant des compétences spécifiques dans les domaines de l'économie politique et des arguments juridiques applicables à la dette. Il a pour tâche d'organiser le travail « technique » de recherche et d'analyse sur la politique d'endettement du Mali durant la période que couvre l'audit. C'est à lui par exemple qu'incombe le recrutement de consultants ponctuels, l'actualisation des TDR de l'audit, la coordination du travail de collecte de données sur la dette, etc.

Fattorelli (Audit citoyen de la dette au Brésil, membre du CADTM) et co-édité par le CETIM et le CADTM a été traduit en arabe en 2015 ;

- **Organisation du séminaire continental du réseau CADTM AYNA « Dette, biens communs et Domination - Résistance et Alternatives vers le « buen vivir » »** les 3-4 Juin 2015 à Buenos Aires/Argentine ;
- **Participation des réseaux Sud du CADTM au FSM** du 24 - 28 mars 2015 à Tunis.
- **Participation de délégué-e-s du CADTM Afrique et AYNA aux réunions du Conseil international du FSM** du 29-30 mars à Tunis (Mimoun Rahmani, ATTAC CADTM Maroc) et du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2015 à Salvador de Bahia/Brésil ( Maria Elena Saludas, ATTAC CADTM Argentine)
- **Participation des réseaux Sud du CADTM à la formation politique de l'IIRF (l'Institut International pour la Recherche et la Formation)** à Amsterdam/Hollande du 21 novembre au 11 décembre 2015<sup>18</sup> ;
- **Publication coordonnée d'articles** sur le site internet hispanophone et anglophone du CADTM ( <http://cadtm.org/Espanol> ; <http://www.cadtm.org/English> ), animation des pages facebook en espagnol et en anglais ( <https://www.facebook.com/cadtm.es/> ; <https://www.facebook.com/CADTM-Committee-for-the-Abolition-of-Illegitimate-Debts-708473525863825>) et réalisation hebdomadaire d'un bulletin dans ces deux langues synthétisant les articles et informations parus récemment sur les sites. Ces bulletins sont envoyés via une liste de diffusion interne aux membres du CADTM AYNA et du CADTM Asie et diffusés sur facebook ;
- **Colloque international pour la désoccupation d'Haïti « Occupation, Désoccupation, Solidarité »**, les 17-18 juillet 2015 à Port-au-Prince/Haïti<sup>19</sup> co-organisé par la PAPDA avec la collaboration de partenaires du CADTM AYNA<sup>20</sup> et la participation du secrétariat international partagé du CADTM<sup>21</sup> ;
- **Participation du CADTM AYNA à la "IIème Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et en Défense de la Vie "** à Cochabamba/Bolivie du 10-13 octobre 2015<sup>22</sup> ;
- **Traduction en arabe des « Chiffres de la dette 2015 »** ;
- **Renforcement continu de l'impact médiatique du CADTM Afrique.** En 2015, le réseau

<sup>18</sup> En 2015 ont pu participer à cette formation internationale : deux délégués de UNEB/Colombie (Camila Galindo Martinez et John Gomez Celi), un délégué de VAK/Inde (Sushovan Dhar), une déléguée de la PFIAD Cameroun (Anne Françoise Bikoko), un délégué de la CAD Mali (Broulaye Bagayoko), un délégué d'ATTAC CADTM MAROC (Abdelilah El Kharraz), un délégué de la PAPDA Haïti (Michelet Jean Baptiste JR Michel)

<sup>19</sup> Pour plus d'infos voir : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article18498#.WBAQcfrLIU> ; <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/147338/Pour-rappeler-les-malheurs-causes-par-lOccupation-americaine>.

<sup>20</sup> Tels que Jubilé Sur, le Mouvement des Sans Terre (MST), la Via Campesina, ...

<sup>21</sup> Claude Quémar (CADTM France)

<sup>22</sup> <http://www.cadtm.org/Los-Pueblos-levantan-nuevamente-su>



CADTM Afrique a continué de faire progresser sa visibilité médiatique en publiant des communiqués de presse<sup>23</sup>, organisant des conférences de presse<sup>24</sup>, réalisant des interviews ou encore en participant à des émissions télévisées et/ou radiophoniques<sup>25</sup>.

- **Participation du CADTM Afrique au Forum des Peuples** « *Les Peuples du Sud refusent la fatalité et demandent justice face au changement Climatique* » du 5-6 décembre 2015 à Siby/Mali.

## Processus d'évaluation

### Obstacles rencontrés

- **La difficulté principale tient à l'insuffisance de moyens matériels et financiers.** Comme cela avait déjà été le cas pour les deux programmes Partenaires CNCD antérieurs, si le subside octroyé a été l'occasion d'un saut qualitatif par rapport aux programmes précédents, le montant total affecté n'a pas permis de financer l'ensemble des activités budgétisées. Le Programme triennal tel qu'il avait été élaboré début 2013 prévoyait un **budget annuel de 100.000€** (45.000€ provenant de l'Opération 11.11.11., 45.000€ du doublement WBI et 10.000€ du CADTM Belgique). Les sommes octroyées par le CNCD et WBI représentant en **2015 47.084 €** il a fallu comme pour les années précédentes opérer un choix parmi les activités budgétisées. Pour dépasser cet obstacle financier à la réalisation des activités, les réseaux CADTM Afrique et AYNA s'engagent dans des processus de diversification de leurs financements. Des avancées ont été enregistrées (voir infra). Cependant il convient malheureusement de souligner que le financement des luttes progressistes devient partout de plus en plus difficile. Ceci est en partie lié au fait que bon nombre de bailleurs de fonds ne partageant pas les mêmes visions et missions que celles des organisations membres du CADTM refusent de les subsidier. Cette « fracture idéologique » contraint les réseaux continentaux du CADTM à accentuer leurs modes d'autofinancement et à sans cesse intensifier leur travail de recherche de financements externes ;
- Si en 2015, ATTAC CADTM Maroc a été renforcé via un cycle de formation à destination de ses membres et l'engagement d'une permanente, des **faiblesses en termes de coordination du travail international, de financement et de personnel administratif** mais aussi des **difficultés résultant d'une répression politique** s'exerçant sans relâche **entravent ATTAC CADTM Maroc dans la réalisation de ses tâches de SIP du réseau.** Ainsi, une seconde session de formation des militant-e-s d'ATTAC CADTM fut organisée dès fin novembre 2015. Sa finalité consiste à assurer la mise en place d'un processus d'appropriation collective des responsabilités et fonctions d'ATTAC CADTM Maroc en tant que SIP. Lors du CI du CADTM de mars 2015, le CADTM Belgique a réitéré son engagement à fournir un appui technique et

---

<sup>23</sup> Le CADTM Afrique publia pas moins de 9 communiqués de presse en 2015. Deux en soutien à la Commission d'audit de la dette grecque ; quatre pour dénoncer la répression des mouvements sociaux membres du CADTM à Yaoundé/ Cameroun, Niamey/Niger et Bamako/Mali ; un pour clarifier l'annulation de façade de la dette monétaire malienne par la France ; un sur la justification du retour du FSM à Tunis et un autre pour dénoncer les dérives du FSM.

<sup>24</sup> On peut noter à titre illustratif la conférence de presse réalisée par la CAD-Mali sur le thème « *Crise de la dette grecque, quels enseignements pour les pays du Sud* »

<sup>25</sup> Le secrétaire permanent du CADTM Afrique a été interviewé par Radio France Internationale (RFI) sur l'annulation par la France de la dette monétaire malienne.

méthodologique à l'association pour ses recherches de financements dans le cadre du Secrétariat international partagé. En septembre 2015, les responsables comptables et administratives du CADTM Belgique ont tenu des séances de travail avec Larbi Elhafidi, trésorier d'ATTAC CADTM Maroc afin de le renforcer dans sa fonction;

- **Difficultés quant à l'avancement des audits de la dette dans les pays du réseau CADTM Afrique.** Le renouvellement de l'instance politique dirigeante (secrétariat national) de la CAD-Mali en 2015 a ralenti le processus d'audit citoyen entamé par cette coalition d'associations. Les nouveaux membres du secrétariat national de la CAD avant de pouvoir se muer en personnes -ressources ont tous sollicité le renforcement de leurs capacités sur les mécanismes du « système dette », les méthodologies et enjeux de l'audit ainsi que sur les autres thématiques d'intervention de l'organisation. En dépit de ce contre-temps, la CAD-Mali a néanmoins progressé dans la phase de conceptualisation de l'audit ( cf. les termes de références ont été reformulés, le Collectif d'audit citoyen de la dette malienne a été mis sur pied et le Comité d'audit est effectif).
- **Non tenue d'une rencontre annuelle du CADTM Asie.** En 2015, Le CADTM Asie du Sud avec trois organisations membres (CADTM Pakistan, VAK en Inde et ATTAC Japon) est encore malheureusement resté en marge du travail du réseau international. Par faute de dynamique collective suffisante entre les associations qui le compose, il n'a pas pu organiser de rencontre annuelle. Le SIP du CADTM espère que les conditions seront réunies pour que durant le programme Partenaires CNCD 11.11.11. 2016-2017, le CADTM Asie puisse à nouveau se réunir et initier un plan d'action commun au niveau régional ;
- La participation des organisations membres des réseaux CADTM Afrique et AYNA aux activités est fréquemment déforcée par une **politique sans cesse plus restrictive en matière de visas**. C'est pourquoi, le réseau tient le plus souvent ses activités internationales en dehors de l'Europe forteresse (cf. Conseil international du CADTM, AG du CADTM Afrique, rencontre de la coordination des luttes féministes, séminaire régional et assemblée annuelle du CADTM AYNA, sessions de formation du réseau en marge du FSM de Tunis) et anticipe au maximum la venue des délégué-e-s afin qu'ils/elles puissent faire toutes les démarches nécessaires à l'obtention des visas et autres documents leur permettant de voyager ;
- En raison de connexions internet défaillantes ou inexistantes, la **communication au sein du réseau CADTM Afrique n'est pas toujours des plus efficaces**. Cela génère un manque de réactivité à l'actualité du réseau et une participation inégalitaire des associations membres à la conception et à la réalisation des activités. Lorsqu'une réaction par mail se fait attendre, la coordination CADTM Afrique y supplée en utilisant les appels téléphoniques qui permettent la plupart du temps de débloquer la situation. Notons cependant qu'au vu de moyens financiers permettant de moins en moins aux membres des coordinations des réseaux Sud du CADTM de se réunir physiquement, une systématisation des réunions skype est prévue également pour le CADTM Afrique. En 2016, la Coordination Afrique s'emploiera à mettre à disposition de ses membres un accès à internet plus efficace en leur fournissant des clés de connexion ;
- Malgré la volonté du CADTM Afrique et AYNA de mettre en pratique **l'égalité de genre** autant dans leur fonctionnement que pour la participation à des activités régionales ou internationales du réseau ou auxquelles le réseau participe, celle-ci **n'est malheureusement pas toujours réellement d'application**. Aussi, la prise en compte de la thématique des féminismes et des luttes des femmes si elle a progressé n'est cependant pas systématique dans les analyses des réseaux continentaux du CADTM. La parité homme-femme n'est pas toujours respectée ni dans la désignation des délégué-e-s aux activités régionales ou internationales du CADTM (cf. délégation internationale non paritaire au FSM) ni au sein des instances des

réseaux continentaux (cf. prégnance masculine disproportionnée au sein de Coordination du CADTM Afrique, déséquilibre entre les sexes parmi les personnes habilitées à représenter leur association lors de l'AG du CADTM Afrique de mars 2015). Persiste également une division sexuelle du travail au sein des associations membres du CADTM. L'important travail fourni par la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM et la prise en compte de ses recommandations contribuent à faire progresser la justice de genre dans les pratiques et les analyses du CADTM. Cette marche vers l'égalité - si elle procède d'une démarche volontariste des membres des réseaux du CADTM - n'est pas pour autant spontanée et demande un suivi spécifique.

### Méthodologie.

L'évaluation du programme triennal 2013-2015 commanditée en 2014 par la Coordination du CADTM Afrique a pris du retard. Les termes de référence de l'étude ont du être reformulés. Nous attendons pour 2016, les conclusions et recommandations de l'évaluation.

En 2015, les activités du **CADTM Afrique** ont été évaluées à deux reprises.

La première évaluation a eu lieu pendant l'Assemblée générale du CADTM Afrique des 22-23 mars 2015 à Tunis. Inscrite à l'ordre du jour de cette importante rencontre du réseau, elle a porté sur toutes les activités réalisées par le CADTM Afrique en 2014 et 2015.

*Voici les recommandations principales de cette évaluation:*

- nécessité d'impliquer davantage les médiateurs alternatifs dans la mise œuvre des activités du CADTM Afrique;
- réaliser une cartographie de l'évolution de la dette dans chacun des pays membres du réseau ;
- rédiger des prises de position publiques dès qu'il apparaît que de nouveaux contrats d'endettement vont alourdir la dette des pays où existent des associations membres du réseau ;
- encourager la participation des femmes aux différentes activités du réseau;
- modifier la fréquence de la tenue de l'AG du CADTM Afrique. Afin de réduire la charge financière inhérente à cette activité et de d'adopter la même périodicité que l'Assemblée mondiale du réseau (AMR), l'AG du CADTM se retrouvera tous les 3 ans et non plus tous les 2 ans ;
- inclure dans les thématiques de la prochaine université du CADTM Afrique (Niger/ 2016) en plus de la dette, du libre-échange et de la microfinance, les problématiques suivantes : les contrats de désendettement et de développement; les interventions militaires extérieures en Afrique ; l'accaparement des terres.

La seconde évaluation fut réalisée par les membres de la Coordination Afrique réunis du 30 juin au 2 juillet 2015 à Bamako/Mali. Elle a porté sur les activités du réseau et sur le suivi du secrétariat permanent du réseau.

*Ses recommandations sont les suivantes :*

- élaborer un chronogramme des activités et tâches du secrétariat permanent du CADTM Afrique;
- mettre en place un dispositif de suivi régulier du travail du secrétariat permanent par la Coordination Afrique ;
- réalisation par le secrétaire permanent d'un rapport trimestriel présentant l'état d'avancement des activités et tâches inhérentes à sa fonction et comprenant une analyse des difficultés rencontrées et des solutions à mettre en œuvre pour les dépasser ;
- pour chaque activité du CADTM Afrique, réaliser un rapport financier accompagné des pièces justificatives des dépenses ;

- réalisation d'une évaluation annuelle par la Coordination Afrique des activités du réseau assortie de recommandations ;
- améliorer les outils de reporting et de suivi/évaluation du réseau ;
- demander aux organisations membres d'envoyer leur programme annuel d'activités afin que le CADTM Afrique aie une meilleure vision de l'actualité de chaque association, puisse mieux en assurer un suivi et, si besoin, fournir un appui ;
- augmenter les initiatives en destination des étudiant-e-s et des classes populaires afin qu'ils deviennent des publics cibles à part entière des activités du CADTM Afrique.

Lors de leur Assemblée annuelle de juin 2015 à Buenos Aires, les **délégué-e-s du CADTM AYNA** ont procédé à l'évaluation des activités du réseau en présence de membres du Secrétariat international partagé<sup>26</sup>. L'évaluation a porté sur trois domaines: le fonctionnement de la Coordination du CADTM AYNA, l'analyse de la production et l'organisation d'activités.

- **Fonctionnement de la Coordination CADTM - AYNA:** une amélioration significative au cours des dernières années grâce aux réunions mensuelles par Skype a été collectivement constatée (en 2015, ces conférences skype ont enregistré la participation des personnes de pas moins de huit pays) ;
- **Analyse de la production :** si le réseau a augmenté le nombre de ses publications par rapport à 2014, il lui faut encore fournir des efforts pour en diversifier les contenus et y intégrer la dimension du genre ;
- **L'organisation des activités :** le réseau AYNA s'est développé de façon significative depuis sa création en 2009. S'il a acquis au fil du temps les mécanismes et l'expérience lui permettant de planifier et de mener à bien des activités dans les différents pays de la région, des difficultés liées à la réservation et à l'achat des billets d'avion des délégué-e-s du réseau ont encore cette année assombri la logistique liée à l'organisation de son séminaire régional à Buenos Aires.

Aussi, le **processus du SIP a été évalué** par les membres du CI lors de leur rencontre à Tunis en mars 2015. Un réaménagement des tâches entre ATTAC CADTM Maroc et le CADTM Belgique y a été décidé. Notons qu'à l'Assemblée mondiale du réseau d'avril 2016, Françoise Mulfinger (experte indépendante) présentera une évaluation portant sur l'état d'avancement de la mise en place du SI partagé et de la réalisation de ses tâches. Les conclusions de son étude seront discutées par l'ensemble des partenaires Sud du CADTM présents à cette rencontre internationale du CADTM

#### **Pour en savoir plus :**

<http://www.cadtm.org/Communique-Attac-CADTM-Maroc-en>

<http://www.cadtm.org/Le-FMI-empeche-la-hausse>

<http://www.cadtm.org/Declaration-finale-du-forum-des.12821>

[www.cadtm.org/Que-masque-l-annulation-de-la](http://www.cadtm.org/Que-masque-l-annulation-de-la)

[www.malinet.net/economie/economie-et-finances-la-dette-qui-tue-le-mali/](http://www.malinet.net/economie/economie-et-finances-la-dette-qui-tue-le-mali/)

<http://www.cadtm.org/Entre-l-arbre-et-l-ecorce-le-doigt>

---

<sup>26</sup> Maud Bailly et Jérôme Duval

[www.cadtm.org/Communique-des-reseaux-Attac](http://www.cadtm.org/Communique-des-reseaux-Attac)

[www.cadtm.org/Entretien-avec-Jean-Marc-Bikoko-L](http://www.cadtm.org/Entretien-avec-Jean-Marc-Bikoko-L)

[www.cadtm.org/Le-Forum-Social-Mondial-appartient](http://www.cadtm.org/Le-Forum-Social-Mondial-appartient)

[www.cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social](http://www.cadtm.org/Les-derives-du-Forum-social)

[www.cadtm.org/Plusieurs-marches-d-ouverture-au](http://www.cadtm.org/Plusieurs-marches-d-ouverture-au)

<http://www.cadtm.org/Conferencia-Internacional-Deuda>

<http://www.redeco.com.ar/nacional/economia/16121-no-al-pago-de-la-deuda-el-derecho-de-los-pueblos-a-su-soberania>

<http://www.cadtm.org/Resistencia-al-endeudamiento>

<https://www.youtube.com/watch?v=XE-9QE7XXDM>

<https://www.youtube.com/watch?v=G5acs5ppFvw>

<http://www.cadtm.org/Los-Pueblos-levantan-nuevamente-su>

<http://www.cadtm.org/Comision-bicameral-para-investigar>

<http://www.cadtm.org/Auditoria-ciudadana-de-la-deuda,12221>

<http://www.cadtm.org/Declaracion-final-del-Encuentro>

<http://www.cadtm.org/Camille-Chalmers-La-deuda-externa>

<http://www.cadtm.org/Deuda-publica-de-Colombia-continua>

<http://www.cadtm.org/Deudas-Transnacionales-Migraciones>

Personne de contact [christine@cadtm.org](mailto:christine@cadtm.org)

[Visite du partenaire local en Belgique](#)

Du 11 au 13 septembre 2015, trois délégué-e-s du CADTM Afrique<sup>27</sup> ont participé l'Université du CADTM Europe. Ils sont respectivement intervenu-e-s dans les ateliers suivants : « *Accaparements des territoires et des ressources : résistances en cours* » ; « *Sud : vers une nouvelle crise de la dette ?* » « *Austérité et traités de libre-échange vs. droits des femmes* » ainsi qu'aux plénières d'ouverture et de clôture de l'université (<http://www.cadtm.org/Universites-d-ete-Rencontres-d-ete>). Broulaye Bagayoko et Larbi Elhafidi ont animé la soirée-débat « Les lundis contre la dette » du 14 septembre consacrée aux luttes écologiques en Afrique (<http://www.cadtm.org/Luttes-Ecologiques-en-Afrique>). Tous deux sont demeurés quelques jours supplémentaires en Belgique pour mener des séances de travail avec l'équipe du CADTM Belgique sur la production des rapports narratifs et financiers, la gestion comptable et ses outils informatiques, les stratégies de mobilisation de ressources financières,

---

<sup>27</sup> Broulaye Bagayoko (secrétaire permanent du CADTM Afrique), Larbi Elhafidi (trésorier d'ATTAC CADTM Maroc) et Amina Amzil (ATTAC CADTM Maroc)

l'élaboration du Programme partenaires CNCD – 11.11.11 2016-2017 et la préparation de l'Assemblée Mondiale du Réseau (AMR) à Tunis en 2016. Ces sessions de travail ont été l'occasion pour ces partenaires de se renforcer techniquement et politiquement sur les thématiques du CADTM. Notons enfin qu'à l'occasion de sa participation à formation politique de l'IIRF (l'Institut International pour la Recherche et la Formation) en novembre 2015, Broulaye Bagayoko a tenu avec Christine Vanden Daelen (CADTM Belgique) plusieurs journées de travail consacrées à l'élaboration collective du nouveau Programme partenaires CNCD – 11.11.11. Maria Elenas Saludas eu également en juillet une réunion poursuivant cet objectif avec Christine Vanden Daelen et participa à une rencontre du staff du CADTM Belgique.